

<https://ricochets.cc/Kanaky-le-gouvernement-Macron-declenche-volontairement-l-incendie-et-criminalise-s-es-opposants-7549.html>



Kanaky : le gouvernement Macron déclenche volontairement l'incendie et criminalise ses opposants



- Les Articles -
Date de mise en ligne : mercredi 22 mai 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Kanaky : le gouvernement Macron déclenche volontairement l'incendie et criminalise ses opposants

Après avoir déclenché volontairement l'incendie, les voyous de l'Elysée et du gouvernement utilisent la mécanique de la répression pour servir leurs intérêts, passer en force et criminaliser les indépendantistes qui les gênent dans leurs plans colonialistes.

En kanaky, des milices armées agressives de caldoches sont couvertes par les responsables politiques très à droite de la Province Sud et par les flics

Quelques repères historiques et analyses ci-dessous.

Après voir criminellement déclenché la révolte en Nouvelle-Calédonie, le gouvernement Macron et ses alliés (ici et en Kanaky) attisent et laissent agir des colons armés et pourchassent des opposants politiques kanak.

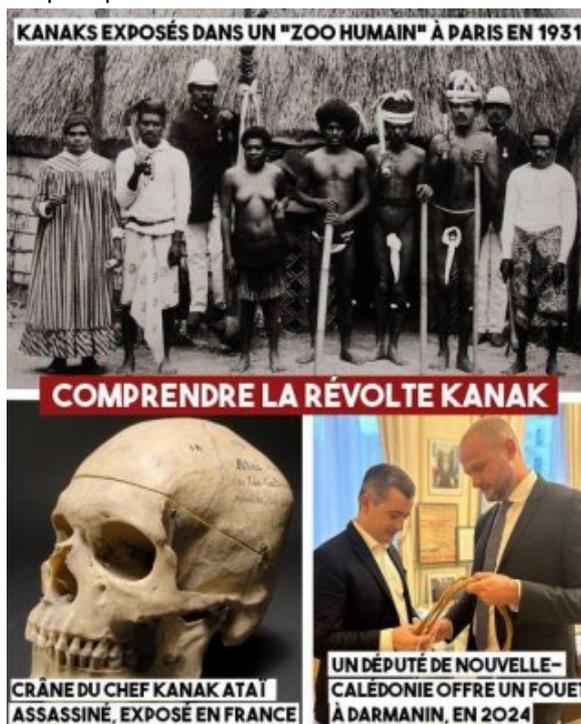
Et ensuite Macron débarque en colon missionnaire pour jouer les sauveurs, en parlant fielleusement de dialogue mais sans vouloir rien lâcher de sa réforme qui a mis le feu aux poudres.

► On en est presque à se demander si tout ça n'était pas un peu « calculé » à l'avance par Macron le forcené et sa bande mafieuse :

1. Passer en force une « réforme » dont le régime sait qu'elle déclenchera une forte révolte indépendantiste
2. Utiliser la révolte pour discréditer, arrêter, enfermer (voir pire ?) les leaders kanak connus (de CCAT ou autres) qui pourraient encore s'opposer à l'Etat et porter une forte voix indépendantiste gênante
3. Ces opposants éliminés/neutralisés, poursuivre tranquillement le processus politique empêchant toute indépendance kanak
4. Une fois que la Nouvelle-Calédonie est assurée de rester dans le giron français : renflouer et relancer les mines de Nickel, et rediriger leurs productions vers la France et l'Europe (en laissant des miettes plus ou moins grosses aux kanaks)
5. Tout ça au nom de « la-démocratie » et du « développement-économique » bien sûr.

Complotisme ? ou simple constat de la « realpolitik » en cours ?

En tout cas, on sait que les gouvernements et les Etats sont suffisamment cyniques, brutaux et machiavéliques pour être capables d'élaborer ce genre de plan pourri et meurtrier...



Kanaky : le gouvernement Macron déclenche volontairement l'incendie et criminalise ses opposants

ô ZOO HUMAIN, EXPOSITION DE CRÂNE, FOUET : COMPRENDRE LA RÉVOLTE KANAK

► Histoire de la violence coloniale -

Pour la Palestine comme pour la Nouvelle-Calédonie et les autres conflits coloniaux, lorsque les colonisés se révoltent, les colons effacent l'histoire, tentent de faire oublier leurs crimes. Ils font comme s'ils n'y avait aucune raison de se soulever.

À entendre le récit dominant, le conflit israélo-palestinien aurait commencé le 7 octobre 2023, et les affrontements actuels en Kanaky seraient apparus soudainement en 2024, sans raison. Cet effacement de l'histoire est l'une des armes principales des colonialistes : il vise à masquer des décennies, parfois des siècles d'oppression qui permettraient d'expliquer la situation. Dans le cas de la Palestine, la grande épuration ethnique commise par Israël en 1948 n'est jamais évoquée, alors qu'elle est la cause qui a provoqué tout le reste. Dans le cas de la Nouvelle-Calédonie, ce sont toutes les exactions de l'État français qui semblent avoir été effacées des mémoires. Alors voici quelques rappels.

4 Zoos humains

Pour glorifier son Empire colonial, la France aimait exposer les « peuples indigènes » lors de grandes expositions à Paris. Elle faisait venir quelques personnes de différentes colonies et les mettait en scène dans des postures animalisées et des « villages » caricaturaux, pour montrer à quel point la France avait bien fait de « civiliser » ces « sauvages ».

La dernière Exposition coloniale internationale de Paris a lieu de mai à novembre 1931, et elle rencontre un succès fou. Des millions de visiteurs se pressent pour venir voir le « pavillon de la Cochinchine » ou le « village nègre ».

Dans ce spectacle abject, des dizaines de Kanaks subissent un sort encore plus dégradant. En Nouvelle-Calédonie, on leur a menti, en leur promettant qu'ils viendraient en métropole présenter leur culture et pourront visiter la capitale. Une fois en France, les Kanaks ne sont pas emmenés à l'Exposition universelle mais directement dans un zoo, derrière des grilles, au Jardin d'acclimatation de Boulogne ! Ils partagent un enclos à proximité des crocodiles et sont présentés comme des « cannibales ».

Ils sont contraints de jouer des spectacles censés montrer leur mode de vie « sauvage » avec l'interdiction de parler, et surtout de parler le français, une langue qu'ils comprennent et parlent pourtant couramment ! Des affiches publicitaires les présentent comme « sauvages, cannibales et polygames ». D'autres sont loués à un cirque en Allemagne pour un « show » intitulé « Les derniers cannibales des mers du Sud ».

À l'époque, des protestations ont lieu, de la part d'anarchistes, de communistes et de défenseurs des droits de l'Homme. La polémique pousse les autorités à arrêter de présenter les Kanaks comme des animaux cannibales derrière des grilles, mais comme l'illustration des bienfaits de la colonisation, avec les autres pavillons à Vincennes. En juillet 1932, ceux qui ont survécu peuvent rentrer chez eux, et resteront marqués à vie par cette humiliation.

4 Exposition du crâne d'un résistant

Entre 1853 et 1878, les Kanaks se soulèvent à vingt-cinq reprises contre l'occupation française. À cette époque, Ataï était un chef Kanak, originaire de la région de Foa, située à proximité d'un bain installé par les français. Après avoir tenté des médiations avec des colons blancs, il mène une insurrection en 1878, constatant l'impossibilité d'un compromis et les violences commises par les européens. Il est tué lors d'une opération militaire et décapité par un supplétif Kanak. Son assassinat reste un symbole de la résistance à la colonisation dans l'archipel.

La révolutionnaire Louise Michel, qui avait été déportée en Nouvelle-Calédonie après la Commune de Paris, raconte sa fin tragique avec ces mots : « Ataï lui-même fut frappé par un traître. Que partout les traîtres soient maudits ! » Dans ses écrits, elle est d'une lucidité et d'un courage rare pour l'époque, et raconte comment elle s'est liée d'amitié avec les Kanaks : « Eux aussi luttèrent pour leur indépendance, pour leur vie, pour la liberté. Moi, je suis avec eux, comme j'étais avec le peuple de Paris, révolté, écrasé et vaincu ». Avant sa mort, Louise Michel a d'ailleurs fait porter à Ataï un morceau de son écharpe rouge de la Commune, en signe de solidarité.

Mais l'histoire tragique d'Ataï ne s'arrête pas là. Sa tête est récupérée par l'armée française, le visage du chef Kanak

est moulé, et son crâne et son visage sont exposés comme des trophées dans les musées français. Sa dépouille ne sera rendue au peuple Kanak qu'en 2014, lors d'une cérémonie organisée au Muséum d'Histoire Naturelle de Paris.

4 Le fouet

Parmi les partisans de la colonisation française en Kanaky, on trouve le député Thomas Metzdorf, membre du groupe macroniste à l'Assemblée, et représentant des blancs de Nouvelle-Calédonie, les Caldoches. Ces derniers jours, il est passé sur toutes les chaînes de télévision pour se lamenter d'un prétendu « racisme anti-blanc » des Kanaks.

Il y a quelques semaines, celui qui se fait passer pour une victime avait pourtant organisé des mises en scènes grossières auprès de responsables politiques. Il avait offert un fouet au Ministre Gérald Darmanin : un don immortalisé en photo et diffusé par le député lui-même sur internet avec ce message : « **L'occasion de parler de l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, mais aussi et surtout de l'industrie du nickel. Pour l'encourager à faire aboutir nos dossiers je lui ai offert un « stockwhip » spécialement confectionné pour lui par un broussard** ».

Le « stockwhip » est un fouet utilisé par les colons blancs dans le pacifique, avec une longue queue tressée en cuir et une lanière le long de sa poignée, destiné à fouetter le bétail.

Quelques jours plus tard, le 7 février, il offrait le même objet à l'ancien président Sarkozy, qui s'exprimait dans une vidéo diffusée en ligne « c'est comme pour les gauchos, en tout cas ça me fait très plaisir ». Un gaucho, prononcé à l'espagnole ga-ou-tcho, est un gardien de troupeau en Amérique Latine, mais il est prononcé par Sarkozy comme le diminutif de gauchiste.

N'y avait-il rien de plus subtil à offrir aux dirigeants français pour parler de l'avenir de l'archipel colonisé du Pacifique qui crie sa souffrance qu'un fouet ?

4 Zoos humains, vol de terres, animalisation et exposition de crâne : voilà quelques humiliations qu'ont endurées les Kanaks de la part de l'État français, jusqu'aux exécutions de la grotte d'Ouvéa dans les années 1980. Voilà la longue généalogie à l'origine de la révolte actuelle. Comment peut-on demander la paix après tant d'injustices ? **Comment espérer un apaisement sans prendre en compte et réparer les contentieux historiques ?**

(post de Contre Attaque)

Kanaky-Nouvelle Calédonie : contre la violence coloniale

- ▶ [Kanaky-Nouvelle Calédonie : contre la violence coloniale](#) - Conséquence logique du sabotage méthodique du processus de décolonisation par l'État français, l'heure est à l'affrontement en Kanaky-Nouvelle Calédonie, qui a déjà fait plusieurs morts. Il est urgent de dénoncer la responsabilité première de la politique coloniale française, des colons sur place, de s'opposer à la menace qui plane sur les indépendantistes et la CCAT (Cellule de coordination des actions sur le terrain) en particulier et de soutenir la lutte légitime du peuple Kanak.

La Nouvelle Calédonie est toujours une colonie française, c'est d'abord une réalité matérielle et une continuité historique : occupation militaire, politique d'installation de colons, spoliation des terres, racisme, massacres et violences diverses qui ont jalonné ces 171 années d'occupation. L'inscription du pays sur la liste des territoires à décoloniser de l'ONU depuis 1986 vient rappeler cette évidence.

(...)

Depuis l'accession au pouvoir d'Emmanuel Macron, la France a mené un travail de sabotage radical de ce processus, dont la loi sur le dégel du corps électoral n'est que le dernier épisode. En 2022, le choix de nommer Sonia Backès, issue des franges extrêmes des partis coloniaux locaux, au gouvernement français était un

symbole fort de ce basculement.

(...)

Nous dénonçons la volonté exprimée ouvertement par le gouvernement français de criminaliser la CCAT (Cellule de coordination des actions de terrain), qualifiée par Gérard Darmanin de « groupe mafieux ». Les médias français reprennent sans distance la qualification de « frange la plus radicale du Front de libération Kanak socialiste (FLNKS) » distillée par l'État. Cela ne correspond nullement à la réalité, et surtout, participe à une stratégie volontaire visant à isoler une partie du mouvement indépendantiste, préparant les esprits à son élimination politique ou même physique. Dans les années 1980, cette même stratégie avait été déployée par la France et avait abouti notamment à l'assassinat direct d'Éloi Machoro par le GIGN, présenté comme un élément radical, dissocié artificiellement du reste des indépendantistes.

(...)

Aujourd'hui, plusieurs membres actifs de la CCAT se cachent et se savent visés tant par la répression étatique que par les milices de colons. Gabriel Attal vient d'annoncer l'assignation à résidence de personnes désignées comme membres de la CCAT, dans le cadre de l'état d'urgence. Le gouvernement français serait directement responsable de toute atteinte à leur intégrité physique.

(...)

Car si, a priori, on peut imputer à des colons d'avoir tiré sur les jeunes Kanaks hier, la responsabilité première en incombe bien à l'État et à sa politique. C'est son entêtement et sa fermeture qui ont conduit à la situation actuelle. Il est donc responsable de l'éclatement du conflit et de toutes les morts qui en découlent.

De nombreux témoignages indiquent d'ailleurs un bilan plus élevé chez les Kanaks que les 3 morts annoncés par l'État à l'heure de la rédaction de ce texte.

(...)

On constate aussi concrètement un parfait alignement entre les acteurs étatiques et les milices coloniales. Les gendarmes et policiers protègent et ouvrent la voie à ces milices que les colons se targuent d'essayer de créer « dans chaque quartier ». Ces groupes portent ouvertement des armes, même en présence des forces de l'ordre, sans être désarmés. Le Haut-Commissaire et le commandant local de la gendarmerie ont tenu une conférence de presse conjointe avec Sonia Backès, présidente de la Province Sud. Aujourd'hui, le vice-président de cette province, s'affiche ouvertement sur les réseaux sociaux et sur le terrain, en tenue paramilitaire, pour donner des instructions à ces groupes armés.

(...)

Nous dénonçons la stratégie menée par la France de dissocier et isoler la CCAT du reste du mouvement indépendantiste, qui fait planer une menace politique, judiciaire et même physique sur ses membres, et nous réitérons notre soutien à l'ensemble de la lutte d'émancipation du peuple Kanak.

(...)

Article publié initialement par survie.org :

<https://survie.org/pays/kanaky-nouvelle-caledonie/article/kanaky-nouvelle-caledonie-contre-la-violence-coloniale>

DIVERS

- [Nouvelle-Calédonie : « L'Etat français a pris fait et cause pour le camp loyaliste, quoi qu'en disent l'Elysée et Matignon »](#) - Un collectif de spécialistes de la Nouvelle-Calédonie estime, dans une tribune au « Monde », que les tensions actuelles à Nouméa n'ont rien d'étonnant face au passage en force tenté par Emmanuel Macron et risquent d'anéantir vingt-cinq ans d'efforts de décolonisation dans la paix.
- [Nouvelle-Calédonie : « Il y a clairement une radicalisation de l'État français »](#) - Depuis l'arrivée au pouvoir de Macron, la France mène un « travail de sabotage du processus de décolonisation », affirme Mathieu Lopes, de l'association Survie. (...) C'est une réalité matérielle : il y a un peuple colonisé, les Kanaks, qui porte une revendication d'indépendance. Il y a une occupation militaire : l'armée française est toujours sur place, et elle n'a jamais servi là-bas qu'à réprimer les mouvements indépendantistes.

Il y a eu également un processus de spoliation des terres. Depuis le début de la colonisation [par la France

en 1853], des terres ont été prises aux Kanaks et données aux colons pour s'installer. Or les Kanaks ont un lien à leur territoire très fort, ce n'est pas juste une question vivrière, c'est un lien culturel, identitaire central. Il y a enfin le racisme structurel exacerbé de la société à€” discrimination à l'emploi, surreprésentation des Kanaks dans la population carcérale. Ils sont aussi bien plus pauvres que les autres populations présentes sur place. (...) **Le dégel du corps électoral, qui est une revendication de la droite dure locale, est une déclaration de guerre, qui vient s'ajouter aux diverses manoeuvres de l'État français pour mettre en minorité les peuples colonisés à€” politique de peuplement, placement de coopérants et de métropolitains dans des instances locales...** (...) Sous Macron, ce qui est nouveau, c'est un alignement sur certaines lignes très dures de la droite. Toute une frange de la population européenne en Nouvelle-Calédonie vote à l'extrême droite. Avec ce positionnement très radical, Emmanuel Macron cherche à capter une partie de cet électorat. (...)

- [Kanaky, pour la fin de tous les colonialismes et la mort de tous les empires](#) - Depuis plusieurs semaines la Kanaky connaît un mouvement de révolte massif ayant pris ses derniers jours un tournant insurrectionnel. Ce mouvement de révolte s'oppose à l'élargissement du corps-électoral, mesure réclamée par les militant-es loyalistes de l'archipel et venant d'être approuvée par l'Assemblée nationale, devant permettre la participation de 25 000 nouveaux électeur-rices, majoritairement d'origine européenne, aux élections locales.

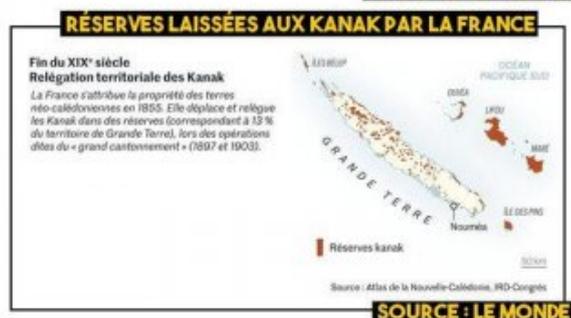
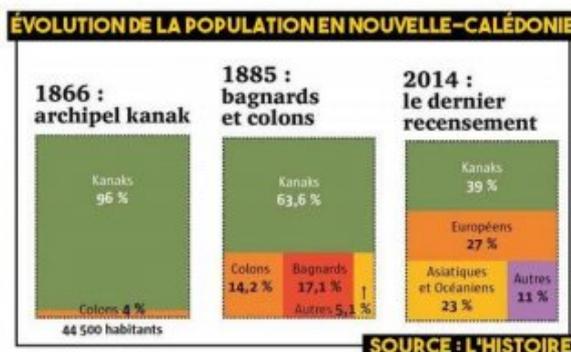
Au nom de la mémoire - Retour sur la lutte du peuple kanak

► [Au nom de la mémoire - Retour sur la lutte du peuple kanak](#)

Mardi dernier, le vote par l'Assemblée nationale d'un projet de réforme constitutionnelle permettant le dégel du corps électoral a déclenché une vague de blocages et d'émeutes en Nouvelle Calédonie. Rapidement, l'état d'urgence a été décrété dans l'archipel et d'importants moyens policiers et militaires ont été déployés pour mater la révolte kanak tandis que les médias tendaient leurs micros à quiconque souhaitait calomnier, décrédibiliser et déshistoriciser la révolte. Force est de reconnaître que l'histoire de la colonisation de la Nouvelle Calédonie et de la résistance Kanak est fort méconnue dans l'hexagone, à commencer par celles et ceux, comme nous, qui auraient beaucoup à en apprendre. Afin de partager une base de compréhension politique et historique minimale et nécessaire, nous reproduisons cet excellent texte rédigé en 2009 et réactualisé en 2017 par Daniel Guerrier. Nous y avons ajouté Un caillou dans la chaussure, à propos du premier référendum, dans l'attente, espérons-le, d'une mise à jour quant aux évènements en cours.

Kanak, mot invariable d'origine polynésienne, signifie « homme, être humain, personne ».

C'est pourquoi qui se veut respectueux des autres, de leur société et de la « coutume », au pays kanak, peut, pourra devenir kanak, sans considération raciale.
(...)



Kanaky : le gouvernement Macron déclenche volontairement l'incendie et criminalise ses opposants

où COMPRENDRE LA RÉVOLTE KANAK

« Une population décimée »

« Entre 1774, année où l'explorateur britannique James Cook accoste l'archipel (qu'il baptise en l'honneur d'une région écossaise), et le point bas des années 1920, la population kanake a diminué de 75 à 95%, essentiellement à cause des maladies apportées par les Européens » explique le magazine L'Histoire, dans un long et passionnant article consacré à la Nouvelle-Calédonie. « Entre 1853 et les années 1920, la population a été divisée par deux, passant de 55.000 à 27.000 ».

« 13% du territoire »

« Profitant de cet effondrement démographique » un administrateur français « regroupe différents villages en déplaçant des populations, désaffecte des réserves, violant leur inaliénabilité, et met la main sur les meilleures terres du pays qu'il destine au nouveau colonat paysan ». Selon une infographie du Monde, l'État français n'a laissé aux Kanak que 13% de leur territoire initial, sous forme de « réserves », lors d'une opération baptisée le « grand cantonnement », qui s'est terminée en 1903.

« Droit de vote »

Alors que les européens avaient pris possession de la grande majorité des terres, les Kanak étaient privés de droits civiques. Il n'ont pu voter qu'en 1957, lorsqu'un décret a institué le suffrage universel en Nouvelle-Calédonie. Les Kanak ont aussi été maintenus dans la pauvreté et l'absence d'accès au savoir : le premier bachelier kanak n'obtient le diplôme qu'en 1962.

En parallèle, le gouvernement français, notamment le Premier Ministre Pierre Messmer dans les années 1970, a théorisé et mis en pratique une immigration massive venue de France métropolitaine dans l'objectif avoué de "dilluer" le vote Kanak, et ainsi empêcher toute possibilité de victoire électorale indépendantiste.

« Colonisation »

Depuis plusieurs jours, une propagande exécrationnelle est assénée par l'extrême droite dans les médias, comparant la colonisation de la Kanaky à l'immigration en France métropolitaine.

Les fascistes comparent le droit de vote des étrangers résidents en France - toujours pas autorisé - à la réforme visant à donner le droit de vote à tous les colons arrivant en Nouvelle-Calédonie. Une comparaison absolument indécente.

Mais allons jusqu'au bout de leur logique : la population française a-t-elle disparu à 95%, puis été remplacée, privée de droits civiques et économique et expropriée de la quasi-totalité de son territoire ? Les français sont-ils maintenus dans une situation d'infériorité politique et économique, et des immigrés détiennent-ils tous les postes de pouvoir, les grandes entreprises et les richesses ? Les français subissent-ils la répression d'une police étrangère, et un pays étranger envoie-t-il l'armée en cas de protestation ? Non, évidemment. C'est pourtant ce que subit la population Kanak depuis 150 ans.

Le fascisme et le colonialisme sont des insultes au réel en plus d'être des idéologies criminelles.

KANAKY : UN ARSENAL DE GUERRE CHEZ UN COLON

À entendre les médias français, les européens de Nouvelle-Calédonie vivraient dans la terreur et seraient menacés par les Kanaks révoltés. Dans la réalité, des milices blanches lourdement armées patrouillent, font régner la peur et tuent. Au moins trois Kanaks ont été abattus ces derniers jours, deux hommes de 19 et 36 ans et une adolescente de 17 ans. De nombreux autres ont été blessés par balle.

Une expédition d'insurgés a découvert, dans la maison d'un colon pillée, un véritable arsenal de guerre, avec des milliers de munitions dont certaines de très gros calibre, des fusils, de grenades... De quoi commettre de véritables massacres.

Ces images prises dans un contexte particulier ne sont probablement pas isolées et dévoilent l'ambiance qui règne sur ce territoire.

Selon les autorités, en Kanaky, 64.000 armes sont déclarées et autant circulent illégalement, soit près de 130.000 armes pour 272.000 habitants. Cette situation folle est le fruit d'une décision des autorités locales en 2011, visant à faciliter, la possibilité de s'armer sur l'archipel. Seuls une carte d'identité ou un permis de chasse sont exigés pour se procurer une arme, et les quotas de munitions ont été supprimés. Cette mesure a provoqué une explosion des achats dans les armureries, notamment de la part des « caldoches », les blancs, qui ont accumulé d'importants stocks d'armes « pour se protéger ». Ils s'en servent actuellement. Une décision irresponsable et criminelle.

Comment est-il possible de posséder un tel arsenal chez soi sans être inquiété ? La réponse est simple : les milices et les forces régulières de la République française assurent de façon coordonnée la répression coloniale.

▶ vidéo : <https://fb.watch/s9zXHum5W7/>

(posts de Contre Attaque)

La démocratie du coucou

Nous vivons paisiblement dans une maison entourée d'un jardin fertile ; sur une partie caillouteuse, éloignée de la

maison, une cabane où nous remissions les outils.

Un jour, deux étrangers frappèrent à notre porte. Comme de coutume, nous offrîmes l'hospitalité.

Dès le lendemain, ils nous réunirent et déclarèrent : « Nous vivrons désormais ici. » Ils avaient des armes à la main, nous dûmes nous soumettre.

Quelques temps après, un des nôtres protesta contre l'intrusion. Ils le tuèrent.

Ils firent venir des leurs, prirent pour domestiques des hommes d'une île voisine.

Alors, ils nous expliquèrent : « La cohabitation n'est plus souhaitable, vous ne vivez pas comme nous, et de toute façon la maison n'est pas assez grande... La cabane, au fond du jardin, reste inutilisée, vous vous y installerez ! »

Plusieurs années s'écoulèrent. Nous décidâmes de ne plus supporter cette situation.

Nous allâmes réclamer justice auprès des autorités du pays. « Qu'à cela ne tienne, nous répondit-on, nous organiserons un vote de tous les résidents de ce domaine... »

La voix du pouvoir ajouta : « ...un vote dans le respect de la démocratie : un homme, une voix. »

Dans la cabane, avec les enfants, nous étions 7. Dans la maison, avec les domestiques, ils étaient 10.

Nous étions, nous sommes kanaks.

Déwé Gorodé

[La communarde Louise Michel a transcrit en 1878 le conte ci-dessus](#), recueilli auprès de Kanaks alors qu'elle était en relégation à Nouméa. Elle l'avait intitulé « La Démocratie du coucou », du nom de ce volatile qui, tel un colonisateur, est le seul oiseau pondant ses oeufs dans le nid des autres...

(ce texte a été envoyé par un lecteur de Ricochets)



Kanaky : le gouvernement Macron déclenche volontairement l'incendie et criminalise ses opposants

JYBRIL, 19 ANS, ASSASSINÉ D'UNE BALLE DANS LE DOS

Jybril avait 19 ans. Il était étudiant, ses proches le décrivent comme souriant et serviable, et il a été tué par balle à Nouméa le 15 mai. Médiapart révèle les conditions de sa mort : une exécution d'une balle dans le dos, par un civil armé, alors qu'il ne représentait aucun danger.

Son cousin explique à Mediapart : « On courait dans la même direction, sauf que moi j'ai eu le temps de sauter à couvert dans les brousses, lui il n'a pas eu le temps, il a pris la balle ». Une version confirmée par une vidéo de la

scène, où l'on voit des personnes s'enfuir au moment où l'on entend des tirs, et où l'on voit le corps du jeune homme au sol après avoir reçu une balle.

Le journal révèle aussi qu'en plus d'un civil, un policier aurait ouvert le feu au même moment en direction du groupe de Kanaks, ce qui pose de nombreuses questions. « À ce stade des investigations, la responsabilité du fonctionnaire de police, auteur également d'un tir, n'est pas complètement écartée » explique Mediapart. Le civil auteur présumé du tir mortel s'est rendu aux autorités.

Jybril laisse derrière lui deux petites soeurs de 14 et 12 ans « avec qui il avait l'habitude de blaguer ». **Mort parce qu'il était là, de dos, au mauvais endroit. Parce que Kanak sur un archipel colonisé, où les blancs sont surarmés et jouissent d'une totale impunité.**

6 personnes ont été tuées ces derniers jours en Nouvelle-Calédonie : 4 kanaks dont une adolescente, et deux gendarmes, dont un tué par un "tir ami" venant de son propre camp, et l'autre dans le cadre d'un "échange de tirs" confus.

► L'enquête complète de Mediapart :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/190524/les-circonstances-de-la-mort-de-jybril-tue-par-un-civil-noumea>

(post de Contre attaque)